

Une offre de formation en finance durable diversifiée et complète au Luxembourg, avec certains sujets tels que « Comment vendre des produits ESG », « Impact Investing et Applications de la TCFD et d'autres normes comme EET » encore insuffisamment couverts, selon l'analyse menée par le Groupe de travail du LSFI sur la formation et l'éducation en matière de finance durable.

La LSFI publie les résultats du groupe de travail sur la formation et l'éducation en matière de finance durable. Le groupe, composé de 12 experts issus des institutions de l'industrie financière luxembourgeoise, de cabinets de conseil, d'ONG, d'organismes de recherche et d'éducation à la finance durable, avait pour objectif d'analyser et de renforcer les aptitudes et les compétences de la place financière luxembourgeoise en matière de finance durable.

Le groupe de travail a mené une évaluation afin de cartographier et d'identifier les lacunes ainsi que les besoins et proposer des solutions pratiques pour développer des parcours d'éducation et de formation adaptés à la finance durable au Luxembourg.

"Pour la LSFI, il est essentiel de comprendre les besoins et les défis auxquels l'industrie financière est confrontée pour maîtriser la finance durable et permettre la transition de notre économie, afin d'être en mesure de soutenir le secteur avec des boîtes à outils et des actions concrètes de manière efficace. Actuellement, l'un de ces défis est étroitement lié à l'éducation et à la formation des professionnels de la finance. Avec ce groupe de travail, nous voulions mieux comprendre quelles sont les nouvelles compétences nécessaires, où en est l'offre de formation luxembourgeoise en matière de finance durable, quelles sont les lacunes et comment nous pouvons les combler". - Nicoletta Centofanti, directrice générale du LSFI.

Résultats

A travers l'évaluation de l'offre de formation luxembourgeoise en finance durable, ainsi que de certains cours internationaux, le groupe de travail a identifié les caractéristiques clés de l'offre luxembourgeoise actuelle. Il a également identifié les lacunes existantes : il y a des sujets pour lesquels il n'y a pas de formation ciblant des profils professionnels particuliers au niveau requis ; ils ont également trouvé des sujets pour lesquels l'offre pour des profils professionnels particuliers est limitée (lacunes en matière de diversité). Certaines de ces lacunes sont mises en évidence ci-dessous ; le groupe de travail les considère comme prioritaires parmi toutes les lacunes à combler.

- Comment vendre et/ou commercialiser un produit ESG : des lacunes de formation ont été constatées pour les postes en contact avec la clientèle. Ces sujets sont considérés comme essentiels pour éviter l'écoblanchiment et les risques de réputation, ainsi que pour tenir compte de l'obligation imposée par la nouvelle réglementation MiFID II.
- Investissement à impact, finance inclusive et capital mixte : des lacunes en matière de formation ont été constatées pour les fonctions de gestion d'actifs, de dépôt, de middle et back office, et d'autres fonctions ; et des lacunes en matière de diversité pour les spécialistes du crédit. Il s'agit d'un sujet d'une grande pertinence, car l'obtention d'une

vue d'ensemble est une occasion d'améliorer les compétences des institutions financières avec des connaissances pertinentes sur l'amélioration des stratégies et des investissements liés à l'impact.

- Gouvernance durable : des lacunes de formation au niveau requis ont été constatées pour des profils spécifiques pour lesquels ce sujet est essentiel, tels que les directeurs de conseil d'administration et les cadres. Ces rôles jouent un rôle central dans la transition.
- Intégration ESG dans la sélection et l'analyse des actions et des obligations : les deux types de lacunes ont également été constatés. Par exemple, il n'y a pas de formation pour les services d'actifs, les dépositaires, les middle et back offices, et il y a des lacunes en matière de diversité pour les gestionnaires de risques, les auditeurs et les responsables de la conformité, entre autres. Cette question joue un rôle essentiel pour éviter tout risque dans les rapports sur les produits d'investissement fournis par le Luxembourg.
- ESG et investissement en capital-investissement : soit aucune formation, soit des lacunes en matière de diversité pour certains profils ont été constatées. Cette question est également centrale dans le processus de reporting, ainsi que pour mieux informer les clients finaux.
- Applications de la TCFD et d'autres normes telles que l'EET : des lacunes en matière de diversité ont été constatées pour les spécialistes de la gestion financière/de patrimoine et des produits, les membres des groupes de travail sur le développement durable et l'ESG et les profils des cadres supérieurs. L'obtention d'informations sur les nouveaux outils tels que la TCFD et d'autres besoins est essentielle pour l'établissement de rapports.
- Produits et services bancaires : des lacunes en matière de diversité ont été constatées pour les spécialistes du crédit. Il s'agit également d'une priorité compte tenu de la mise en place des nouvelles exigences de la MiFID II et de l'intérêt accru des investisseurs de détail pour la finance durable.

"Les lacunes identifiées comme première priorité sont celles que nous (le groupe de travail) recommandons de combler dans l'année, étant donné leur pertinence pour faire progresser la finance durable. Malgré ces lacunes, nous avons également observé que l'offre de formation luxembourgeoise en matière de finance durable reste généralement en phase avec les besoins du secteur, en proposant des cours pertinents et variés pour favoriser l'éducation à la finance durable." - Patrick Levaldaur, CEO de l'EFPA Luxembourg ASBL, président du groupe de travail du LSFI sur l'éducation et la formation.

Au-delà des lacunes, le groupe de travail a également identifié certaines caractéristiques clés des formations analysées:

- D'une manière générale, l'offre de formation luxembourgeoise en finance durable présente un degré élevé de complétude. De nombreuses institutions de formation proposent une offre diversifiée, une grande variété de thèmes est couverte dans une certaine mesure et de multiples profils professionnels sont pris en compte.
- Les organismes de formation luxembourgeois ont fait preuve d'un grand dynamisme ; de nouveaux modules ou cours sont développés en fonction de l'évolution des besoins du marché.
- Les formations au Luxembourg sont généralement définies par les thèmes ou le niveau de connaissance plutôt que par le public cible.
- Les différents sujets que chaque profil doit maîtriser sont répartis entre plusieurs cours.

Prochaines étapes

Suite à l'évaluation, le groupe de travail a suggéré quelques actions pour poursuivre les solutions identifiées ; approuvées par le conseil d'administration du LSFI, l'équipe du LSFI se concentrera sur ces actions dans les mois à venir.

La LSFI discutera avec les fournisseurs de formation et les acteurs identifiés et évaluera si et comment combler les lacunes. Le groupe de travail a également suggéré que les prestataires de formation analysés tiennent la LSFI au courant des nouveaux cours et utilisent la méthodologie développée par le groupe de travail comme référence pour leurs offres.

Le groupe de travail se réunira à nouveau dans six mois et ensuite annuellement pour réévaluer l'offre de formation. Dans ce contexte, la LSFI explorera également avec les membres du groupe de travail leur intérêt à développer certaines des lacunes identifiées.

Enfin, la LSFI s'engagera auprès de plusieurs PDG de la place financière luxembourgeoise pour présenter l'évaluation visant à aider à mieux comprendre les compétences requises pour leurs employés actuels et futurs et à recevoir un retour d'information pour améliorer l'analyse.

Malgré le grand nombre de formations disponibles au Luxembourg, notre place financière devrait continuer à innover à travers ses centres de formation afin de mieux préparer ses professionnels aux défis d'un secteur financier durable qui évolue constamment, tant au niveau de ses processus que de ses cadres réglementaires.

--- FIN ---

Pour les demandes de renseignements de la presse

Maria Tapia Rojo, Communication Manager, LSFI
Tel.: +352 621 517 078
Email: maria.tapia@lsfi.lu

À propos de la LSFI

La Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI), une organisation à but non lucratif, est l'entité luxembourgeoise de coordination de la finance durable et un point central de contact et d'information pour tous les acteurs de la finance durable au Luxembourg.

Sa mission est de sensibiliser et d'aider le secteur financier à poursuivre sa transition vers une durabilité accrue. La LSFI a également été mandatée pour élaborer et mettre en œuvre la stratégie luxembourgeoise en matière de finance durable. Afin d'atteindre ces objectifs, la LSFI travaille en étroite collaboration avec les acteurs luxembourgeois existants de la finance durable, tels que les associations du secteur financier, l'éducation, la fintech, la recherche, la finance inclusive et les représentants de la société civile.

La LSFI a été fondée en 2020 par le ministère luxembourgeois des Finances, le ministère luxembourgeois de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Luxembourg for Finance et le Haut Conseil du développement durable. Ces membres fondateurs sont représentés au conseil d'administration de la LSFI.

Notes

Membres du groupe de travail

- Patrick LEVALDAUR, General Manager, European Financial Planning Association (EFPA) Luxembourg (Chair)
- Catherine BOURIN, Member of the Management, ABBL (Co-Chair)
- Paul CHAHINE, Sustainable Finance Manager, Luxembourg Green Exchange (LGX)
- Joanne FITZGERALD, Director, BlackRock
- Olivier GOEMANS, Advisory & ESG Coordination, Banque Internationale à Luxembourg (BIL)
- Denis GRAAS, Senior Manager, PwC
- Nicolas JUTARD, Head Learning & Development, Société Générale
- Hakan LUCIUS, Head of Corporate Sustainability, European Investment Bank (EIB)
- Alice MARTINOU, Responsible for Impact Solution, BNP Paribas Wealth Management
- Peter (Dr) MATHIS, Research Scientist in Sustainable Finance, University of Luxembourg
- Ekkehart SCHMIDT, Responsible for Public Relations, ETIKA
- Denise VOSS, Chairwoman, LuxFLAG

Méthodologie de l'analyse

Pendant 6 mois, les membres ont analysé les cours de finance durable accessibles au grand public au Luxembourg pour les professionnels de la finance. Pour ce faire, ils ont commencé par examiner l'offre actuelle. 10 prestataires de formation ont présenté 37 formations lors des premières sessions du groupe de travail. Suite à ces présentations, les membres du groupe de travail ont procédé à l'identification des besoins du marché : quels sont les sujets liés à la finance durable que les praticiens doivent connaître et à quel niveau (généraliste ou avancé). Pour être plus précis, ils ont dressé la liste des principales fonctions dans le secteur financier luxembourgeois et ont fait correspondre les sujets identifiés avec les fonctions.

Après cette première étape, ils ont procédé à la cartographie et à l'évaluation des sujets par profil et à quel niveau sont couverts par les cours de formation dans le cadre du champ d'application. Sur les 37 formations présentées, 30 ont été considérées comme faisant partie du champ d'application, car ils ont décidé de se concentrer uniquement sur les formations en finance durable.

Pour cette activité de cartographie et d'évaluation, ils ont demandé à chaque fournisseur de formation de remplir une matrice vide avec les informations de leurs cours de formation : pour chaque profil/sujet, ils ont indiqué si chaque formation couvre ou non le sujet identifié. Ensuite, le président et le secrétariat du groupe de travail ont compilé les résultats en obtenant deux types de conclusions :

- Lacunes : parmi les formations analysées, aucun ne couvre un sujet spécifique pour un profil d'emploi particulier, que ce soit du tout ou au niveau identifié comme nécessaire.
- Lacunes en matière de diversité : il y a un manque de diversification ; on entend par là que la formation sur un sujet spécifique ciblant un profil professionnel concret n'est dispensée que par moins de trois formations.